



Assemblée générale

Distr. générale
2 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 115 c) de la liste préliminaire*

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de membres du Conseil des droits de l'homme

Note verbale datée du 1^{er} juillet 2024, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a l'honneur de se référer à la candidature de la Suisse au Conseil des droits de l'homme pour la période 2025-2027, en vue des élections qui se tiendront à New York en octobre 2024.

Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente fait tenir ci-joint un récapitulatif des engagements pris volontairement par la Suisse, par lesquels celle-ci réaffirme que la promotion et la défense des droits humains sont au cœur de sa politique étrangère (voir annexe).

La Mission permanente de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies vous serait reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 115 c) de la liste préliminaire.

* [A/79/50](#).



**Annexe à la note verbale datée du 1^{er} juillet 2024 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente
de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de la Suisse au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2025-2027**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

1. La Suisse a joué un rôle actif dans la création du Conseil des droits de l'homme et a depuis eu l'honneur d'y siéger à trois reprises (2006-2009, 2010-2013 et 2016-2018). Depuis la création du Conseil, la Suisse a fait tout son possible pour que cet organe soit solide et efficace, en mesure de promouvoir et de protéger les droits humains dans le monde entier.
2. La Suisse présente sa candidature pour devenir une quatrième fois membre du Conseil des droits de l'homme, pour la période 2025-2027.
3. La Suisse s'engage en faveur d'un Conseil des droits de l'homme prompt à réagir aux violations des droits humains et qui s'emploie à renforcer les normes relatives aux droits humains et à faire en sorte que celles-ci soient mieux respectées. Elle travaille en collaboration étroite avec les mécanismes relevant des procédures spéciales du Conseil et a adressé une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale. Dans le cadre de ses propres initiatives, telles que la justice de transition, les manifestations pacifiques ou les droits humains et l'environnement, la Suisse défend une approche transrégionale, en ne cessant de favoriser et promouvoir le dialogue et la recherche de consensus, un partenaire fiable.
4. Dans le cadre de sa candidature pour un quatrième mandat au Conseil des droits de l'homme, la Suisse prend les engagements ci-après dans le domaine des droits humains.

Promouvoir et protéger les droits humains dans un Conseil des droits de l'homme solide

5. La Suisse s'engage à promouvoir et à protéger les droits humains au Conseil des droits de l'homme et à veiller à ce que de bonnes conditions soient en place en prenant les mesures suivantes :
 - a) Continuer de participer activement aux travaux du Conseil des droits de l'homme dans un esprit de coopération, d'inclusion et de dialogue ;
 - b) Aider à améliorer les méthodes de travail du Conseil des droits de l'homme ;
 - c) Faire face comme il se doit aux nouvelles menaces et aux nouveaux obstacles dans le domaine des droits humains liés à l'environnement ainsi qu'aux dangers et défis émergents dans le contexte du développement rapide de nouvelles technologies, notamment les technologies numériques, les cybertechnologies et les neurotechnologies ;
 - d) Renforcer les institutions démocratiques par la promotion et la protection des normes électorales, de la liberté d'expression et de la liberté de réunion pacifique et d'association ;
 - e) Poursuivre son engagement en faveur de l'abolition de la peine capitale partout dans le monde ;

f) Continuer d'œuvrer pour une représentation universelle au Conseil des droits de l'homme en aidant les États à établir des missions permanentes à Genève.

Promouvoir et protéger les droits humains dans l'ensemble du système des Nations Unies

6. Pour favoriser la prise en compte des droits humains au-delà du pilier Droits humains de l'ONU, la Suisse s'engage à promouvoir les droits humains en prenant les mesures suivantes :

a) Donner plus de place aux représentants de la société civile de divers horizons, notamment aux défenseurs des droits humains, accroître leur participation et faire davantage entendre leur voix, en prêtant une attention à la participation effective des femmes et des filles ;

b) Contribuer à la protection des minorités linguistiques, religieuses, ethniques, nationales ou autres et des groupes vulnérables ;

c) Faire connaître le rôle des droits humains dans la prévention des conflits et soutenir l'action menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en vue de renforcer ses travaux sur la prévention et les capacités d'alerte rapide ;

d) Faciliter, à l'échelle mondiale, la surveillance des violations flagrantes des droits humains et les enquêtes sur de telles violations tout en faisant mieux pour ce qui est d'amener les auteurs à répondre de leurs actes et de lutter contre l'impunité ;

e) Appuyer les efforts visant à renforcer l'assise financière du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies chargés de promouvoir la protection des droits humains ;

f) Promouvoir un développement durable et inclusif selon une approche fondée sur les droits humains dans le cadre de sa coopération avec les organismes des Nations Unies pour le développement ;

g) Contribuer au renforcement de l'ensemble des organes conventionnels.

Renforcer la promotion et la protection des droits humains au niveau national

7. La Suisse s'engage à mieux respecter ses obligations et engagements concernant les droits humains au niveau national en prenant les mesures suivantes :

a) Appliquer de bonne foi les recommandations issues de l'Examen périodique universel qu'elle a acceptées et élaborer son cinquième rapport d'Examen périodique universel de manière inclusive, en faisant participer l'ensemble des pouvoirs publics et en encourageant la société civile à y contribuer activement ;

b) Intensifier les efforts visant à améliorer la coordination à chaque échelon de l'administration publique afin de satisfaire pleinement à ses obligations internationales relatives aux droits humains, notamment en travaillant en étroite coopération avec l'Institution suisse des droits humains, une institution nationale indépendante créée récemment ;

c) Poursuivre la lutte menée contre toutes les formes de discrimination et de violence, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre ;

d) Intensifier ses efforts de sensibilisation au problème de la traite des personnes ;

e) Continuer de dialoguer avec les entreprises du secteur privé basées en Suisse au sujet du respect des droits humains dans les activités qu'elles mènent aux niveaux national et international ;

f) Donner suite aux rapports établis par les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale du Conseil des droits de l'homme à l'issue de leur visite en Suisse.
